

La Mission Onusienne en République Démocratique du Congo entre l'impuissance et la légitimité d'éradiquer la crise congolaise.

Idée posée.

En date du 20 décembre 2019, le mandat de la MONUSCO, la mission onusienne en République Démocratique du Congo expirera conformément aux prérogatives du Conseil de Sécurité de l'ONU tenues en mars. Au Pays, tout comme au Conseil de Sécurité de l'ONU ; le retrait de cette mission qui absorbe annuellement plus \$1,11 milliards s'invite au sein des débats en suscitant mille réactions.

La mission est-elle toujours opportune au Pays ? C'est depuis 1995, que l'ONU adopta la résolution de création de sa mission en République Démocratique du Congo, autre fois Zaïre pour l'observation et la protection des civils. En tout, la mission aura duré 23 ans en République Démocratique du Congo avec un budget de plus de \$25,53 milliards.

Bien que la présence de la mission est vu d'un mauvais il par certains mouvements civils ; son départ n'est pas pour 2020 sauf si le gouvernement Congolais le décide comme l'aurait souligné la représentante du SG de l'ONU en Rd Congo.

Alors, quelle sera la vraie nature du mandat de la mission ?

Analyse apportée.

Il y a quelques jours, j'ai posé une idée sur la nature que peut donner le Conseil de Sécurité de l'ONU à la MONUSCO, la mission onusienne en République Démocratique du Congo pour la stabilisation et la protection des civils. Comme sur toute sa durée au Pays ; le Conseil de Sécurité de l'ONU se réunit pour pouvoir doter à la mission une légitimité de séjour et de continuité, elle y totalise 23 ans déjà.

Sa durée prolongée et l'impuissance à maîtriser ou protéger les civils suscitent beaucoup des questions sur l'implication même de la mission onusienne dans le ravitaillement des groupes armés qui naturellement est sensée combattre et non avec qui collaborer. Même certains cadres des partis et mouvements civils sont animés d'un esprit de désagrément envers la mission onusienne la plus coûteuse en ressources et en hommes.

Même au Conseil de Sécurité de l'ONU, certains membres souhaitent le départ de la mission onusienne en République Démocratique du Congo. Ils ont même demandé au SG de l'ONU un calendrier de départ.

Bien que ça ne peut se faire dans une année, sauf par demande du gouvernement Congolais, la mission se verra bien sûr recevoir du Conseil de Sécurité de l'ONU encore quelques années.

Alors comment arriver à éradiquer les groupes armés qui terrorisent et sèment le chaos au Pays, surtout à l'Est ?

Nulle personne n'ignore que c'est l'avènement de l'AFDL qui est à la base de cette instabilité politique que la République Démocratique du Congo traverse depuis plus de deux décennies. Le régime libérateur du peuple zaïrois aurait plongé le Pays dans un état ingouvernable et qui tendait vers la balkanisation du Pays.

La confusion dans les textes de réconciliation et de divers dialogues de paix demeure toujours dans le chef des acteurs politiques congolais. Depuis le régime 1+4 issu du cessez-le-feu, le gouvernement central n'arrive toujours pas à imposer son autorité dans tout le territoire national malgré différentes législatures organisées et même la passation pacifique entre le Président Kabila et Félix TSHISEKEDI.

Et c'est de cette incapacité du gouvernement central à éradiquer les groupes armés que la pérennisation de la mission onusienne repose. Si le gouvernement était capable à éradiquer les groupes armés, il y a longtemps que la MONUSCO serait partie. La République Démocratique du Congo est un État Souverain et Indépendant comme le disait toujours S.E Mende; de ce fait la mission onusienne ne peut disposer de sa puissance de feu que sur demande de l'armée congolaise et du Conseil de Sécurité de l'ONU. Et nous connaissons tous combien des fois l'armée congolaise refusait toute collaboration avec la mission onusienne.

Que peut-on comprendre de cet attitude et refus de collaboration quand on sait bien que l'armée congolaise ne dispose pas d'une logistique capable d'écraser l'ennemi ? En 2015, l'armée congolaise perdra un héros hors du commun, le colonel Mamadou qui était déterminé à en finir avec les groupes armés. Un complot des autorités militaires et politiques ; chantent plusieurs congolais. Les rapports des organisations humanitaires vont jusqu'à impliquer la responsabilité d'appartenance de certaines autorités et personnalités du Pays dans le financement des groupes armés. Au niveau local que national, l'armée congolaise est totalement infiltrée par les agents doubles ; telle est l'affirmation même des sociétés civiles et Opposants congolais.

Par qui et pourquoi la République Démocratique du Congo est agressée ?

Il y a un réel désir des autorités congolaises ou de la mission onusienne à en finir définitivement avec les groupes armés en République Démocratique du Congo ?

De quel il les communautés locales regardent l'armée nationale et les groupes armés ?

Des telles questions raisonnent dans chaque congolais. Et parfois on se dit connaître même les ennemis du Congo.

La République Démocratique du Congo est un pays le plus meurtri au monde mais ses millions des morts sont oubliés, on dirait même sacrifiés pour des raisons inconnues.

Dans chaque communauté se lève une milice d'autodéfense ou locodéfense pour se préserver de toute attaque ou conflit social. Ainsi sont nés les groupes armés congolais.

A la genèse, ces groupes luttent contre les rebelles étrangers actifs au pays et ainsi jusqu'à présent.

Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, la République Démocratique du Congo est une proie des groupes rebelles étrangers qui opèrent et terrorisent la population congolaise. Ces groupes étrangers sont responsables de la totalité des crimes de génocide contre les congolais. Il y a une certaine implication des personnalités congolaises avec ces groupes rebelles. Dans la guerre de 1995 ; certains mouvements armés nationaux collaboraient avec ces groupes rebelles étrangers et même jusqu'à présent si l'on peut se fier aux différents rapports sur la crise congolaise.

Naturellement comme tout État Souverain et Indépendant, les pays voisins cherchent à éradiquer chacun de son côté ses rebelles ; tant pis s'ils tuent les congolais. Le Pays est donc une base arrière des pays voisins.

Malheureusement le gouvernement Congolais n'a jamais déclaré être envahi par les armées régulières étrangères sous toutes les formes malgré les affirmations même des experts et médias internationaux. On compte plusieurs cas de meurtres des défenseurs des droits humains, des journalistes et même des enquêteurs qui faisaient des investigations dans le vif de la crise congolaise.

La crise congolaise se cache sous beaucoup des facettes tant qu'au niveau national qu'international. Comment peut-on justifier le silence de la communauté internationale face à ces questions qui se passent en République Démocratique du Congo ? Un dossier qui a poussé le Docteur Denis MUKWEGE d'être lauréat du prix Nobel de la Paix suite à son implication de briser le silence sur les crimes au Pays et d'être surnommé Réparateur des femmes violées.

Il y a une époque où le pays était ingouvernable sans l'implication de la MONUSCO. La mission, à travers son département des affaires politiques et civiles aurait permis la matérialisation de l'ère démocratique au Pays. C'est grâce à la mission que les sociétés civiles, mouvements civils et organisations des droits de l'homme d'être opérationnels et ainsi critiquer tout haut la mauvaise gouvernance de la chose publique. Qui parmi les Opposants politiques survivrait sans la mission onusienne bien que nous pouvons amèrement regretter nos héros et martyrs tombés pour l'avènement démocratique au pays.

Est-ce que les congolais sont-ils en manque de leadership comme le décrivent si souvent les partisans de Monsieur Kabila en disant qu'il est l'unique qui peut mener à la destinée d'un Congo fort. Ou c'est par aveuglement pur et simple, car avec plus de 18 ans au reine du Pays ; le Congo a sombré dans un dédain inimaginable surtout les plans sauf dans leurs imaginations dignes des extra congolais venus tout juste du

passé. Seuls les hommes du moyen âge seraient satisfaits de cette gestion.

Comme normalement tout problème se règle à la source ; la crise congolaise est d'abord une responsabilité des congolais, donc toutes communautés composant le peuple congolais en général. Je peux affirmer que c'est grâce à la diversité culturelle que la République Démocratique du Congo résiste à la balkanisation. Le Congolais est attaché à une unité nationale que nulle autre nation ; avec plus de 250 ethnies les congolais ne cèdent pas à la division. La motivation même des groupes armés locaux en ont la preuve si on se fie à leurs déclarations à travers les médias. L'esprit même de révolte et de rébellion s'observe dans les personnalités qui malheureusement devraient servir des modèles. Mais à chaque partage du gâteau, les mécontentements des certains dégénèrent en lutte armée dans un coin du pays jusqu'à ce qu'il ait sa part. C'est pourquoi on ne peut jamais s'étonner si certaines organisations internationales et locales pointent du doigt les personnalités et autorités dans leurs responsabilités avec les groupes armés.

La particularité de la crise congolaise que d'autres, c'est dans la nature même du problème. C'est le congolais qui semble être aux commandes de la crise ; empêchant ainsi que la crise puisse être traitée par les intermédiaires. Même si nous pouvons être surpris par le silence de la communauté internationale face aux horreurs qui se font en République Démocratique du Congo de ceux-là plus de 20 ans. La victime n'a toujours pas identifié son agresseur.

En observateur, la communauté internationale assiste impuissamment au génocide le plus sanglant du 21^{ème} siècle. Dans un silence total, de millions des Congolais se meurent.

D'un autre angle ; on voit un pays riche en ressources naturelles, un pays qui a tout ce qui peut redéfinir sa destinée telle une réserve inépuisable. Vu qu'on ne peut pas associer la richesse naturelle d'un État à son incapacité de développement ; je ne peux définir que la cause principale de la crise congolaise ces sont ses ressources naturelles mais plutôt la mentalité de nos leaders qui avec leurs complicités notre pays se voit être pillé et meurtri du jour au jour. La désolation du peuple congolais vient de nos acteurs politiques, et sans la communauté internationale le congolais ne reconnaîtrait jamais cet air démocratique qu'il respire.

La crise congolaise peut se traduire en guerre froide. D'une part nous avons un pays qui par manque d'une bonne gouvernance sombre dans les conflits interminables occasionnant morts et pillages, et de l'autre part nous avons la communauté internationale qui comme arbitre se sent impuissante du fait que ses multinationales collaborent avec les commanditaires des groupes armés nationaux ou étrangers. Jusqu'à présent les sanctions et embargos à l'encontre des animateurs de la crise n'est toujours pas efficace et n'arrivent pas à décourager les acteurs. La mission onusienne même subie des scandales des pillages des ressources naturelles de la part de son

personnel ; mais dont j'espère qu'elle le sanctionne sévèrement.

Et le plus compliqué, la victime collabore avec ses oppresseurs ; aucune action judiciaire ni diplomatique pour réclamer réparation au niveau du gouvernement central. A qui profite réellement la crise congolaise ?

Les sanctions de la communauté internationale à l'encontre des officiels congolais en dit beaucoup ; et comme par hasard au pays il n'y a malheureusement jamais eu une volonté de traduire ces officiels qui profitent des délices du régime.

Comment peut-on alors justifier l'incapacité de la mission onusienne dans l'exécution de son mandat quand on sait que visiblement la mission est étouffée de l'intérieur même ; d'ailleurs ladite mission composée de combien d'éléments et sur quelle étendue et comment critiquer le budget de la mission quand on connaît que le gouvernement central n'y arrive pas. Et étant un état souverain, le pays ne peut être placé sous la protection de l'ONU sans son aval. La complicité est belle et bien à l'intérieur même du pays.

Aujourd'hui nous observons un climat de haine envers la mission onusienne jugée complice de commanditaires de la crise. Même un principal opposant déclare que le peuple congolais n'est pas en sécurité malgré les casques bleus onusiennes. Franchement, quel état souverain au monde tiendrait de tels propos au lieu de se défendre. La présence de la mission n'est pas de se substituer en gouvernement mais et seulement elle est un appui du gouvernement. Et donc la légitimité n'est confiée à la mission que si le gouvernement Congolais la lui accorde.

En se posant ainsi la question sur la nature que peut revêtir le mandat de la mission onusienne en République Démocratique du Congo, on souhaiterait que la puissance de feu puisse être revue à la hausse et que le Conseil de Sécurité de l'ONU oriente la création des tribunaux spéciaux sur la République Démocratique du Congo pour traduire de l'intérieur et de l'extérieur les responsables de la crise congolaise.